



COMMUNE DE DOURGNE

Procès-Verbal de Séance

Convoqué le 24 août 2022, le Conseil Municipal de Dourgne s'est réuni en mairie, Salle Gabriel PUJOL, le 29 août 2022 à 18h30, sous la présidence de Mme Dominique COUGNAUD, Maire.

xx

Présents : Mme COUGNAUD Dominique, Maire
Mmes BOURDIN Danielle, DIOT Stéphanie, M. COLLOT Adrien, Adjoint
Mmes HERNANDEZ Gisèle, MONTAGNE Isabelle, LANDESSE Corinne
MM. POIREL Stéphane, MONTAGNE Patrick, Conseillers

Excusés : Mmes FOURNES Véronique (Procuration Mme LANDESSE Corinne),
TERRAL Patricia (Procuration Mme Dominique Cougnaud), MM.
BEILLARD Adrien (Procuration M. COLLOT Adrien), BARTOLO Thibaud.

Secrétaire de séance : Mme MONTAGNE Isabelle conformément à l'article L. 2121-15 du CGCT.

xx

Le compte-rendu de séance du 29 juin, 2022 est validé.

Mme le Maire informe le conseil qu'est rajouté à l'ordre du jour :

- La Décision Modificative sur le Budget Commune pour la création de l'opération de réhabilitation de l' « Ex-IMPRO »

xx

1°/ Tarification sociale des cantines :

Mme Le Maire informe le conseil que lorsque nous avons délibéré pour la tarification de la cantine le 29 juin dernier, nous n'avons pas inscrit la date de début d'application pour la rentrée scolaire qui est le 1^{er} septembre. Nous devons donc redélibérer en précisant la date.

La cantine scolaire est à la fois un service public indispensable aux familles, notamment lorsque les parents exercent des activités professionnelles éloignées du domicile, mais également un espace privilégié d'inclusion sociale pour les enfants. Dans ce cadre, les collectivités peuvent mettre en place le dispositif "Cantine à 1 €", soutenu par l'Etat.

Le Gouvernement a rendu prioritaire la réduction des inégalités alimentaires et le soutien de l'apprentissage par le déploiement des dispositifs cantines à 1€. Ce dispositif vise trois objectifs qui permettent de s'attaquer à la racine d'inégalités :

- Garantir aux enfants de familles en difficulté des repas équilibrés pour qu'ils puissent ne pas penser à la faim et se concentrer sur les apprentissages
- Garantir aux familles en difficultés des tarifs adaptés en milieu scolaire
- Apporter une aide financière aux communes rurales fragiles pour compenser la mise en place de la tarification sociale

En France, ce sont les communes qui fixent le prix des repas à l'école primaire. Beaucoup de communes rurales ne peuvent offrir de tarification sociale par manque de ressources et de moyens.

L'État a décidé de les soutenir par une subvention de 3 euros par repas facturé 1 euro ou moins aux enfants du premier degré des familles défavorisées. Environ 12 000 communes en France sont concernées.

Les communes éligibles sont celles bénéficiant de la fraction « péréquation » de la dotation de solidarité rurale (DSR). Les regroupements pédagogiques intercommunaux ou les établissements publics de coopération intercommunale dont au moins les 2/3 de la population est domiciliée dans des communes éligibles à la DSR péréquation sont également éligibles.

Pour ce faire, la commune doit instaurer une grille tarifaire avec au moins 3 tranches, en fonction des revenus ou du quotient familial, dont au moins une tranche inférieure ou égale à 1 € et une supérieure à 1 €. Une délibération de l'assemblée délibérante fixe cette tarification sociale avec une durée fixe ou illimitée.

L'agence des services et de paiement (ASP) assure l'instruction et le paiement de cette mesure.

De plus, la mise en place d'une tarification sociale soutenue par l'Etat permettrait d'assurer une cohérence avec le Projet Educatif de l'Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole qui vise notamment l'accessibilité à tous les publics avec également la mise en place d'une tarification progressive et modulée en fonction des ressources des familles,

Madame le Maire propose donc à l'assemblée d'adopter une grille tarifaire composée de trois tranches progressives, calculées selon le quotient familial, à savoir :

TRANCHES QF	TARIFS REPAS
T1 – QF (€) INF 500	0,80 €
T2 - QF (€) 501-900	1,00 €
T3 - QF (€) 901 ET +	2,50 €

Conscient des inégalités sociales et de l'impact de l'inflation de ces derniers mois sur les ressources des familles, le Conseil Municipal souhaite permettre la mise en place de mesure visant à rendre accessible à tous, les services communaux.

Aussi, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- *DECIDE la mise en place d'une tarification sociale pour la cantine scolaire à compter du 01.09.2022 pour l'année scolaire 2022-2023*
- *APPROUVE la tarification proposée,*
- *AUTORISE Madame le Maire à engager les démarches et signer tout document permettant l'accès au dispositif « Cantines à 1€ » et ce afin de bénéficier du soutien de l'état pour l'application de cette mesure sociale*
- *Dit que le tarif du repas adulte reste au même montant que l'année précédente, soit 4.50 € (délibération 45 du 26/07/2021).*

2°/ Règlement Intérieur ALAE 2022/2023 :

Mme le maire informe les élus sur le contenu du règlement intérieur de l'Alae (Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole) et de la Restauration scolaire à l'Ecole G. Mazars pour l'année scolaire 2022/2023 qui leur a été remis.

Ce règlement intérieur définit les bénéficiaires, le fonctionnement de l'accueil périscolaire et de la cantine, les modalités d'inscription, les dispositions générales, la participation financière des familles, la facturation, les responsabilités et la sécurité, les règles de vie et la santé et l'hygiène.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- *Accepte le règlement intérieur de l'Alae et de la Restauration Scolaire pour l'année scolaire 2022/2023 comme proposé.*

3°/ Projet pédagogique ALAE 2022/2023 :

Mme le maire informe les élus sur le contenu du Projet Pédagogique de l'Alae (Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole) du groupe scolaire G. Mazars pour l'année scolaire 2022/2023 qui leur a été remis.

Ce Projet Pédagogique qui est la déclinaison du Projet Educatif que nous avons déjà étudié (délibération 40 du 29.06.2022) fixe le cadre d'intervention de l'ALAE et particulièrement les actions du quotidien.

Il présente le projet d'équipe, et détaille le fonctionnement de l'ALAE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, avec 11 voix pour et 1 abstention :

- *Accepte le projet pédagogique de l'Alae pour l'année scolaire 2022/2023 comme proposé.*

4°/ Assainissement et Cantine : frais d'huissier

Mme le maire informe les élus qu'entre le mois d'octobre 2021 et juin 2022, le service comptabilité de la commune a été particulièrement perturbé au niveau de l'assainissement et de la cantine.

Cela a entraîné quelques erreurs de facturation et nous souhaitons proposer au Conseil que lorsque des frais d'huissier ont été subis par nos redevables, alors que ces derniers s'étaient manifestés pour avoir des explications et sont restés sans réponse, nous puissions prendre en charge exceptionnellement ces frais

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- Accepte de prendre en charge les frais d'huissier dans le cadre et pour la période mentionnée ci-dessus

5°/ OPAH : modification du périmètre

Mme le maire informe le Conseil Municipal, que les élus du conseil communautaire Sor Agout ont validé la reconduction de l'OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) pour une année supplémentaire à compter du mois d'Octobre 2022 en apportant des ajustements au règlement d'attribution des aides.

Il a été décidé d'ajuster les périmètres pour les aides Façades qui sont portées à 3 000 € (au lieu de 1 500 € précédemment), les aides pour les Eléments patrimoniaux restent inchangées (1 000 €), mais les aides Toitures sont arrêtées.

Nous devons envoyer la nouvelle proposition de périmètre avant le 5 septembre afin qu'elle puisse être présentée pour validation à la COPIL OPAH et à la commission urbanisme qui se dérouleront courant septembre.

Après en avoir délibéré, et tenant compte des habitations qui bordent la Départementale 85 qui traverse notre village d'En Calcat à la Zone Artisanale Avenue du 19 Mars 62, et qui pourraient également bénéficier de l'opportunité de l'OPAH, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- Souhaite étendre le périmètre actuel de l'OPAH pour Dourgne en incluant les habitations qui bordent la Départementale 85 d'En Calcat à la Sortie Dourgne Avenue du 19 Mars 1962

6°/ Diagnostic du réseau d'itinéraires de randonnée de Dourgne :

Mme le maire informe le Conseil Municipal, que suite à la réunion que plusieurs d'entre nous ont eu le 27 juin 2022 avec Mr Thomas Duplas, agent spécialisé Randonnée au CDRPT (Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Tarn) et Mr Jean-Louis DRYE, Président des Caminaires de Dourgne, nous avons reçu une proposition du CDRPT pour réaliser un diagnostic sur 4 itinéraires (voir tracés remis) existant sur notre commune qui sont peu ou prou entretenus :

- Le Baylou 6 kms
- Les 3 ruisseaux 12.5 kms
- Les 4 saints 12.5 kms
- Le sentier de l'Autan 13.5 kms

Afin de garantir la pérennité des itinéraires et la sécurité des pratiquants, le Conseil municipal à l'unanimité des votants :

- *Accepte la proposition d'intervention du comité départemental de la randonnée pédestre du Tarn pour un diagnostic du réseau cité pour un montant de 1 524.00 €*
- *Autorise Mme le Maire à signer la convention d'expertise pour le diagnostic du réseau d'itinéraires de randonnée de la commune de Dourgne avec le CDRPT*

7°/ Subvention aux Associations :

Mme le maire informe le Conseil Municipal avoir reçu un courrier le 17 août de la part de la Bibliothèque de l'Autan pour l'organisation d'un festival BD (Bandes Dessinées) avec une demande de subvention.

« La bande dessinée est élevée au rang de neuvième art depuis plusieurs décennies. Ce mode d'expression aujourd'hui en plein essor est un vecteur de cohésion sociale intergénérationnel. En effet dans le monde des « bédéphiles », se retrouvent les enfants et adolescents attirés par les mangas et autres comics, mais également un public adulte qui s'oriente vers le roman graphique

De nombreux festivals BD se développent dans notre région et prennent de l'ampleur attirant toujours plus de public : Lautrec, Bram, Sète et bien sûr au niveau national le fameux festival d'Angoulême.

L'association Bibliothèque de l'Autan de Dourgne, autour de quelques passionnés, souhaite à son tour organiser son premier festival BD. Il s'agira- là de permettre les échanges et les rencontres entre auteurs et lecteurs.

Dans un but pédagogique et ludique, nous envisageons également d'organiser un concours de « planche de BD » avec les écoles du territoire. »

Pour organiser cet événement le 18 décembre prochain, dans un lieu exceptionnel, puisqu'il s'agirait de la Chapelle de St Stapin avec l'autorisation de Mr Le Curé et de la Mairie, l'association nous demande une subvention de 1 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité des présentes :

- ***Accorde la subvention de 1 000.00 € à la Bibliothèque de l'Autan pour l'organisation du festival de la BD à Dourgne en décembre 2022***

8°/ DM création opération « ex-IMPRO » :

Mme Danielle BOURDIN, adjointe aux finances, informe l'assemblée que, suite à la vente de l'immeuble sis 5 Avenue Général Leclerc, il convient de prendre des décisions modificatives sur le budget Commune.

Ainsi que nous en avons décidé, cette somme sera affectée au programme de la réhabilitation de l'immeuble ex IMPRO pour lequel nous vous proposons de créer une nouvelle opération n°327.

Compte Recettes

	Section	Chapitre	Article	Opération	Objet	
Recette	investissement	21	21328	327	Vente Immeuble	140 000 €

Compte Dépenses

	Section	Chapitre	Article	Opération	Objet	
Dépense	investissement	20	2031	327	Etudes	140 000 €

Après analyse, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des votants :

- ***D'adopter ces décisions modificatives pour le budget Commune 2022***

QUESTIONS DIVERSES :

- CMN : vous avez reçu le courrier envoyé par l'avocat des Carrières de la Montagne Noire pour l'utilisation du parking du cimetière comme voie de passage des camions. En conséquence nous prenons également l'avis d'un avocat à Toulouse : Maître COURRECH qui travaille aussi pour la CCSA. Affaire à suivre...
- VSB : l'enquête publique commence le 5 septembre. Rappel du point d'avancement.
- Participation citoyenne proposée par la Préfecture : les élus ne souhaitent pas adhérer car « comme d'habitude l'état se désengage et c'est à nous à faire leur travail ».
- Réunion de travail à programmer pour le PLUI : lundi 5 sept à 20h00

XX

L'ordre du jour étant épuisé, Mme le Maire remercie l'assemblée et lève la séance à 19h49

Signatures le

Le Maire

La secrétaire

D. COUGNAUD

I. MONTAGNE